



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS
Site : <http://www.sitecommunistes.org>
Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org
Courriel : communistes@sitecommunistes.org

24/09/2024

La nouvelle commission européenne : rien de nouveau ou sûrement en pire

L'Insee a publié en octobre 2023 une étude intitulée « La Martinique face à la pauvreté monétaire ». Nous ne savons pas précisément ce que le terme « monétaire » ajoute à la pauvreté, pour autant cette étude éclaire la situation actuelle de l'île.

En 2020, 27% des Martiniquais vivent sous le seuil de pauvreté (12 points de plus qu'en métropole, le seuil est fixé à 60% du revenu médian^[1] métropolitain) et pour autant la Martinique a le taux de pauvreté le plus faible des Départements d'Outre-Mer !

L'étude montre également que ce taux de pauvreté est particulièrement marqué dans la population la plus jeune (45% chez les moins de 30 ans). Et si l'indicateur de la pauvreté est dans le rouge depuis un moment déjà, il en est de même des autres indicateurs : emplois, santé, services publics (en particulier distribution d'eau), environnement... Ce contexte explique en partie le mouvement contre la cherté des biens de consommation, pour la très grande majorité, importés. Notamment, les produits alimentaires sont 40% plus chers en Martinique qu'en métropole (situation similaire dans les autres DOM.)

Le Rassemblement pour la protection des peuples et des ressources afro-caribéens (RPPRAC), une association martiniquaise, a lancé cet été une campagne de dénonciation de la [vie chère](#) sur les réseaux sociaux et a initié des tentatives de blocage des centres commerciaux. Le mouvement a pris une grande ampleur et faute d'ouverture d'une quelconque négociation, la situation s'est tendue à l'extrême. Le gouvernement a annoncé l'envoi de compagnies de CRS.

Il convient de s'arrêter sur cette décision inédite depuis les années 60. En effet, lors de contestations sociales à la fin des années 60, les affrontements entre les manifestants et les CRS s'étaient soldés par des morts du côté des manifestants (tirs à balles réelles). Depuis lors, d'un tacite accord avec les responsables politiques martiniquais, les compagnies de CRS n'étaient plus apparues en Martinique.

Césaire n'est plus là et nous avons Macron à l'Élysée qui, manifestement, après la Nouvelle Calédonie, persiste dans la provocation la plus irresponsable. À défaut de prendre les revendications en considération, c'est la politique de la canonnière.

Les économies des DOM sont « des économies de comptoir » qui consomment essentiellement des produits importés avec une faible mobilisation des ressources locales (du reste il est facile d'énumérer les produits-phares de la production martiniquaise aujourd'hui : tourisme, bananes et rhum). Par ailleurs, la distribution des produits importés est aux mains des grandes fortunes locales (les « Békés » en Martinique, héritiers des grands propriétaires fonciers esclavagistes) qui négocient des franchises avec les grandes enseignes de la distribution.

Pour reprendre les mots d'Erica Bareigts (Réunion, PS, *a priori* une modérée, donc), interrogée au sujet de la situation en Martinique sur une chaîne de radio publique, le fond du problème reste que les DOM sont encore des colonies dans lesquels le pouvoir économique demeure entre quelques mains. Aussi, la contestation contre les conditions de vie faites aux classes populaires devrait ouvrir le débat au sujet de ces discrets monopoles (vus de Métropole) qui font la pluie et le beau temps sur les DOM.

Les partis politiques « domiens » sont pour l'heure dans des échanges avec le gouvernement pour faire évoluer le statut des collectivités territoriales pour plus d'autonomie administrative. Étrange décalage entre les préoccupations immédiates du peuple et celles de leurs représentants.

Le Parti Révolutionnaire Communistes, apporte son soutien aux luttes des peuples martiniquais et guadeloupéens pour dénoncer la vie chère. Sans mettre fin à la situation coloniale qu'impose l'État français, il ne peut y avoir de solution favorable et durable pour les peuples des caraïbes.

^[1] Revenu médian : revenu qui sépare en deux la population des ménages, la moitié n'atteint pas ce niveau.